L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

NOUVELLE-ORLEANS..... $12 {payable d'avance}
DO. ..... $6 {payable d'avance}

PAR SULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 16 MARS 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

La malle nous a apporté hier des journaux de dates fort irrégulières: mais, tandis que nous avons des journaux de Washington du 7, nous n'avons que ceux de 3 de Baltimore, de Philadelphie, de New-York. Heureusement nous avons par notre correspondance particulière des nouvelles de cette dernière ville de 8 au matin. La Great Western n'avait pas encore paru. Les nouvelles les plus importantes nous viennent comme de juste, du siège du gouvernement.

BILL DE REVENU—Le Bill de Revenu, avec les amendemens du Sénat, a subi un nouvel examen à la Chambre, puis a été renvoyé immédiatement au Sénat. Les seuls dispositions que renferme ce bill sous un forme nouvelle ne peuvent manquer, nous le croyons, d'obtenir l'adhésion de la Chambre haute de notre Législature.

L'affaire des élections contestées ne n'est point terminée hier, comme nous le pensions; elle sera reprise ce matin après la lecture du journal; et sans doute elle sera définitivement réglée avant la cloture de la séance de la Chambre.

Loi sur les Faillites.—M. Tyler a donné sa signature au Bill qui abroge la loi sur les faillites. Cette loi a donc cessé d'être en vigueur à partir du 4 courant.

L'appel adressé à nos concitoyens par l'organe du Grand-Maître des Maçons de cette ville, aura de l'écho partout, nous en sommes convaincus. La sympathie des Louisianais ne manquera pas à la Guadeloupe. Malgré les épouvantables désastres qui les ont frappés, les habitans de la Pointe-à-Pitre n'ont point perdu courage. Ils veulent faire revivre leur ville; *ils se disent* "Aide-toi, le ciel t'aidera", et déjà ils se sont mis à l'œuvre. Ce courage est un titre de plus à notre intérêt.

Nous voyons avec plaisir par les dernières séances du conseil de la première municipalité que ce conseil s'occupe des affaires de la Compagnie de Théâtre d'Orleans. Sans doute il désire prendre des mesures pour conserver à notre ville une troupe française. On ne saurait donner une trop vive approbation à tout ce que nos Aldermen feront dans ce but.

TRAITÉ AVEC LE MEXIQUE—Parmi les derniers actes exécutifs du Sénat, nous remarquons la ratification de la Convention dernièrement conclue à Mexico entre les Représentans diplomatiques des Etats Unis et le gouvernement Mexicain. Cette convention est, dit-on, honorable et avantageuse pour l'une et l'autre des deux nations.

M. BUCHANAN vient de faire à propos de la Présidence une manifestation pleine de mesure. Il déclare, dans une lettre adressée à ses amis de la Pennsylvanie, que si, en renonçant à ses prétentions, il doit assurer l'union du parti, il est tout disposé à se retirer. Il ajoute que "dans son opinion le candidat qui intrigue ou travaille personnellement les élections, donne le droit de douter qu'il soit digne de la Présidence." Il termine en disant que "si le parti démocratique de la Pennsylvanie croit devoir le nommer avec assez d'unanimité pour donner à cet acte une portée morale, il comprend qu'il ne lui reste point d'opposer aux vœux de ses concitoyens."

Chargé d'Affaires en Danemark.—La nomination de M. W. W. IRWIN, comme chargé d'affaires en Danemark, a été approuvé par le Sénat. M. IRWIN est un des Fidèles de M. Webster.

MISSION EN CHINE. — M. EVERETT, en ce moment ministre des Etats-Unis à la Cour de St. James, est chargé d'une mission en Chine. C'est un choix auquel il faut applaudir. Le Président a été obligé d'envoyer cette nomination au Congrès avant son ajournement, par l'amendement que M. Conrad a fait introduire dans le bill qui règle les relations diplomatiques avec la Chine. Cet amendement, en effet, rend obligatoire la confirmation du Sénat et ne laissait à aucun envoyé le droit de partir sans cette confirmation. Ce qui vient de se passer pour MM. Wise et Cushing prouve l'utilité de cette précaution: si l'on n'y eût pas songé, sans doute quelque Averi, quelque garde du corps, eût été chargé, aussitôt l'ajournement du Congrès, de cette importante mission.

LA nomination de M. EVERETT laisse libre le poste de ministre des Etats-Unis en Angleterre. Qui le remplira? Sera-ce WISE, CUSHING ou WEBSTER?

DOUANE DE PHILADELPHIE. — La nomination de M. SLIDELL pour la place de collecteur du port de Philadelphie, en remplacement de M. Jonathan ROBERTS, ayant été rejetée par le Sénat. M. CALVIN BLYTHE a été proposé, et sa nomination a été admise par le Sénat sans opposition sérieuse. M. CALVIN BLYTHE avait été déplacé par l'administration actuelle.

THEATRE D'ORLEANS.—Décidément la salle d'Orléans retrouve quelques-uns de ses beaux jours. La dernière représentation des *Huguenots* avait reçu la salle d'une packet fort brillant et fort animé. Les cantates ont été fort applaudis et le méritaient. Nous espérons pour eux que la dernière représentation de *Guillaume Tell* que a lieu ce soir, ne sera pas moins heureuse que celle du chef-d'œuvre de Meyerbeer. Quel ne s'empresserait d'aller être séduit à cette musique si belle, tout à la fois mélodieuse et pleine d'une harmonie puissante!

Notre correspondance de la Havane nous donne dernièrement sur une apparition lumineuse qui a causé une certaine attention parmi les Havanais. Cette apparition, on le sait, a été remarquée aussi dans notre ville; si elle y a donné lieu à bien des commentaires. On l'a attribuée successivement à une comète, un météore à la lune; mais quelques personnes pensent que ce n'est rien autre chose qu'une lumière ambulante, phénomène assez rare sous cette latitude mais tout-à-fait sans danger.

TAMPICO.—Par l'arrivée de la goélette *Colorado*, capt. SWAN, venant de Tampico, nous apprenons qu'une tentative d'insurrection a eu lieu dans cette ville le 20 du mois dernier. Cette tentative a échoué par [illegible] de l'insurrection le vingt des mêmes parti [illegible] s'en trouvait au pouvoir.

UN TRE SAGE.—La législature du Kentucky a passé un Bill qui impose une taxe suffisante pour faire face à la dette publique de l'Etat.

AJOURNEMENT DU CONGRES.

Le Congrès s'est ajourné *sine die*, le 3 courant, dans la nuit. Comme c'est l'habitude, les dernières séances ont été les plus laborieuses et les plus orageuses; elles ont été accompagnées surtout à l'adoption définitive des bills d'appropriation, et dans le Sénat au renouvellement des fonctionnaires. Ces dernières méritent une attention particulière. M. TYLER avait attendu le dernier moment pour présenter à l'approbation du Sénat différentes nominations qui n'étaient basées que sur la faveur. La majorité de ce corps a eu lui rappeler vigoureusement cet devoirs par la façon dont elle a accueilli la plupart de ces choix; elle a accepté d'emblée la nomination de M. EVERETT, à l'ambassade de Chine, et c'était toute justice; elle a laissé passer celle de M. LAWIE, comme ministre en Danemark; mais elle a rejeté celle de M. SMITH comme collecteur du port de Philadelphie; et elle a frappé de la plus déclarante réprobation les deux choix les plus importans pour M. TYLER. Trois fois le président a présenté M. CALEB CUSHING pour le Trésorerie, M. WISE pour l'ambassade en France, et trois fois le Sénat s'est prononcé contre cette double nomination par une majorité toujours croissante! Il est curieux de suivre dans les procès-verbaux du Sénat les phases de cette lutte, d'entêtement d'une part, de raison de l'autre. Dans ce cas, les chiffres sont de l'éloquence.

SENAT.—SESSION EXECUTIVE.

WASHINGTON, 27 février 1843.

Au Sénat des Etats-Unis,

Le proposé au Sénat HENRY A. WISE de la Virginie, comme ministre plénipotentiaire et Ministre Résident auprès des Etats Unis à la Cour de Sa Majesté le Roi des Français en remplacement de Lewis CASS, qui a donné sa démission. JOHN TYLER.

Voici le vote du Sénat sur cette nomination:

OUI—MM. Archer, Bagby, Barrow, Bayard, Benton, Berrien, Clayton, Conrad, Crafts, Cristenden, Dayton, Graham, Henderson, Huntington, Linn, Maugum, Merrick, Miller, Morehead, Phelps, Porter, Sevier, Simmons, Smith de l'Indiana, Sprague, Tappan, White, Woodbridge—26.

WASHINGTON, 3 mars 1843.

Au Sénat des Etats-Unis,

Le nomme HENRY A. WISE, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à la cour de Sa Majesté le roi des Français, en remplacement de *Lewis Cass*, qui a donné sa démission.

JOHN TYLER.

Sur cette troisième nomination, le Sénat a donné le vote suivant:

OUI—MM. Cuthbert et Walker, 2.

NON—MM. Allen, Archer, Bagby, Barrow, Bayard, Benton, Berrien, Clayton, Conrad, Crafts, Cristenden, Dayton, Graham, Henderson, Huntington, Linn, Maugum, Merrick, Miller, Morehead, Phelps, Porter, Sevier, Simmons, Smith de l'Indiana, Sprague, Tappan, White, Woodbridge—29.

Ce qui s'était passé pour la nomination de M. Wise comme ministre des Etats-Unis en France, s'est renouvelé pour celle de Caleb Cushing, comme secrétaire de la Trésorerie. Présenté une première fois, M. Caleb Cushing a été repoussé par 27 voix contre 19; une seconde fois, 27 voix contre 10; une troisième fois enfin, par 28 voix contre 21! Ces derniers chiffres devaient être funestes aux amis de M. Tyler.

Après le troisième rejet de M. Caleb Cushing, M. Tyler s'est décidé à envoyer au Sénat le nom de M. John C. Spencer, comme secrétaire de la Trésorerie: Cette nomination plus heureuse que la première a été confirmée par une majorité d'une SEULE voix! Belle consolation pour tant d'échecs!

[Correspondance particulière de l'Abeille.]

HAVANE, 6 mars 1843.

La Thames, un des bateaux à vapeur de la Compagnie anglaise des Indes Occidentales, est arrivé ce matin de Ste-Thomas, qu'il a quitté le 26 du mois dernier. Il ne nous a apporté aucune nouvelle d'Europe.

Parmi les détails que nous recevons sur le tremblement de terre, se trouve mentionnée la mort du Consul Américain à la Pointe-à-Pitre.

Les esprits sont ici très occupés d'un météore assez singulier que l'on voit depuis cinq jours à l'horizon dans la direction de l'Ouest. Il est visible après le coucher du soleil; c'est une immense bande blanche, d'une lumière vive, ayant la forme d'un éventail presque fermé. Ce météore s'efface graduellement au bout de deux heures. On compare généralement ce phénomène à une comète d'une grandeur extraordinaire, et les gens superstitieux nous prédisent des choses effrayantes à la suite de cette bizarre apparition.

L'AVENIR, journal de la Pointe-à-Pitre, renferme l'article suivant, que nous citons parce qu'il prouve la fermeté et l'énergie qui anime encore la population si éprouvée de cette malheureuse ville:

"En présence des ruines fumantes de notre cité, lorsque les victimes, ensevelies sous ses décombres, exhalaient leur dernier soupir au milieu des sifflemens de l'incendie, quelqu'un s'écria: *La Pointe-à-Pitre est morte, morte comme un seul homme!* .... C'est une belle et profonde pensée: elle résume complétement nos désastres, elle peint fortement notre situation. Qui eût osé songer à l'avenir, au milieu des ruines du présent, alors que les flammes dévoraient avec les cadavres la fortune de ceux que la providence avait épargnés? Pas un homme assez fort pour les consolations, les secours, voilà ce que le présent exigeait. Disputer les cadavres aux ruines, la population à la famine et à l'épidémie, panser les blessés, abriter ceux qui n'avaient plus d'asile, recueillir les orphelins, telle a été la mission des hommes de cœur et de courage que le Ciel a suscités.

Huit jours se sont écoulés depuis le fatal événement..... Huit jours d'angoisses, de douleurs et de larmes, huit jours longs comme des siècles..... Nous sera-t-il permis de parler d'avenir sur le théâtre d'aussi grandes infortunes? Oui! car c'est un besoin pour le cœur, c'est la première pensée qui a dû surgir au milieu de celui qui aime nos belles et trop malheureuses colonies. C'est l'Avenir qui doit prier pour nos victimes, c'est l'Avenir qui donnera du pain à leurs malheureux enfants!

Oui, la plus belle cité des Antilles est morte, mortes quelques secondes, comme un seul homme; mais grâce à l'Avenir, elle renaîtra un jour de ses cendres, elle sortira de ses décombres, plus belle et plus brillante et plus flottesante qu'elle ne l'était au lever du soleil, le 1 février: nous pouvons le prévoir, nous devons l'espérer."

RAPPORT OFFICIEL

Des Délibérations du Sénat de la Louisiane.

LUNDI, 3 mars 1843.

Le Président soumet les informations demandées par résolution, au juge de la Cour Criminelle et au trésorier de paroisse relativement aux criminels et aux dépenses et recettes de la paroisse d'Orléans qui proviennent de cette source.

M. Hoa propose de déposer ces documens sur le bureau pour les reprendre en même temps que le bill présenté par M. Downs afin de pouvoir les diverses parties responsables proportionnellement à leurs dépenses criminelles. Adopté.

Sur motion de M. Hoa, la pétition d'un certain nombre de ses constituans relative aux différends avec le Clergé de l'Eglise Catholique,est référée au comité du judiciaire.

M. Hoa, se'on l'avis qu'il en avait donné, présente un acte pour amender la loi des milices de l'Etat.

L'hon. Sénateur propose, en l'absence de l'hon. Sénateur du Sénateur des Rapides (M. Walker) qu'il soit provisoirement remplacé par un autre membre. Il demande en même temps au Président de ne pas le nommer lui-même, n'étant pas versé dans le sujet dont il s'agit comme les membres qui se sont occupés d'études militaires.

M. Carter, au nom du comité des relations fédérales, présente un rapport accompagné d'une résolution favorable à la diffusion des documens officiels des Etats-Unis, relatifs aux limites des terres dans la Louisiane, lesquels documens se trouvaient entre les mains du secrétaire d'Etat. Il recommande aussi la distribution des actes du Congrès qui sont entre les mains du même fonctionnaire.

M. Davidson demande qu'on s'occupe du bill pour réduire le salaire de l'auditeur des ventes à l'encan, au chiffre de $2000).

M. Hoa combat une réduction aussi forte. Il démontre l'utilité dont a été cet employé pour faire accroître le revenu que l'Etat tire de ses ventes publiques. La première année de sa nomination, ce revenu s'est accru à vingt-cinq mille piastres et s'est élevé depuis à trente cinq mille piastres. C'est là un profit clair pour l'Etat et il est dû à la fidélité et la activité dont a fait preuve l'auditeur dans l'examen des livres tenus par les encanteurs. Cet employé est un obstacle aux omissions et à la négligence. L'hon. Sénateur déclare qu'il n'est mu par aucun sentiment personnel dans les considérations qu'il présente. Il n'a en vue que l'intérêt public auquel il importe beaucoup que le salaire d'un fonctionnaire soit suffisant pour compenser l'emploi de son temps et de son activité à ses fonctions. La place d'auditeur demande la plus grande attention et une assiduité constante d'un bout de l'année à l'autre. M. Hoa conclut en proposant de fixer le salaire à $3000), ce qui ne lui paraît qu'une compensation raisonnable.

M. Davidson croit que pour $3000 on trouvera des hommes capables qui feront le même travail.

M. Duprè propose de porter le salaire à $2,500 pour terminer les débats.

Cette proposition est adoptée, et sur motion de M. Davidson, le bill subit sa dernière lecture et passe.

M. Sparrow appelle le rapport du comité sur l'élection contestée de l'hon. Albert Hoa, sénateur de la paroisse et ville de la Nlle. Orléans, afin de mettre le dit rapport à un ordre du jour quelconque.

M. Bossier demande la lecture du rapport.

Après sa lecture, ce document est sur motion de M. Sparrow, mis à l'ordre du jour pour jeudi prochain.

M. Carter présente une résolution pour réclamer du gouvernement général le compte-rendu des armes de milice auxquelles la Louisiane a droit. Il appuie la pièce et montre que depuis 1830 il n'a été fait ni appropriation ni secrétaire de la guerre pour des armes, ni de restaurer des milices de la Louisiane. D'après le rapport du secrétaire de la guerre la Louisiane a maintenant droit à 1,700 armements complets et il est nécessaire qu'elle les possède.

La résolution est adoptée à sa deuxième lecture, et après quelques observations elle passe.

Sur motion de M. Downs on propose la bill relatif à la distribution des documens du gouvernement général et actes du Congrès.

Après quelques remarques de MM. Downs, Sparrow, Hoa et Davidson, le bill passe avec un amendement qui laisse à la discrétion de l'Etat le prix du volume.

Sur motion de M. Bossier, le bill pour déterminer le montant des taxes d'Etat à payer par la paroisse de Orléans en fait ses diverses lectures et passe.

M. Hoa, au nom du comité judiciaire, demande la réconsidération du rapport contre les amendemens de l'article 3333 du Code Civil.

Le rapport étant repris, M. Hoa dit que le comité avait conscrvé un projet du premier amendement de cet article parce qu'il le croyait inutile: qu'il a pas considéré alors le second amendement qu'il a trouvé consentir et convenable après examen, le comité a en conséquence, recommandé l'adoption.

Le premier amendement qui dispense de l'inscription des hypothèques en faveur des banques tous les dix ans étant rejeté, on s'occupe du second amendement, lequel après quelques explications de M. Hoa et un nouvel amendement de M. Labauve est adopté.

M. Hoa appelle le bill pour abandonner les droits de l'Etat à un certain ouvrage—Fraud.

M. Bossier appelle l'acte pour accorder certains privilèges à Reuben Drake pour la construction d'un pont à travers le bayou Sabine.

M. Bossier démontre l'importance de cet ouvrage pour le pays avoisinant, et le bill passe après avoir été amendé.

M. Downs demande au Sénat de s'occuper du bill relatif aux dépenses des criminels des diverses paroisses.—Mis à l'ordre du jour pour aujourd'hui.

M. Hoa demande au secrétaire si les informations demandées par une résolution du Sénat ont été soumises.

Le secrétaire répond que des documents ont été reçus de juge de la Cour Criminelle et du trésorier de paroisse, mais que le trésorier d'Etat n'en a pas encore fourni.

M. Downs dit qu'il est important de statuer aussitôt que possible sur ce bill.

M. Hoa demande la lecture des documents.

Après qu'elle est faite, M. Bossier demande la suspension provisoire du bill, l'on gêtit encore donner de la prise aux plaidoiries du bill relatif à Baton-Rouge.

La suspension motion étant adoptée.

M. Bossier présente une section additionnelle pour la construction d'un pont sur le bayou Duplessis, à l'endroit où il est coupé par la route publique de Natchitoches à Monroe.

Cette section amène quelques débats auxquels prennent part MM. M. Bossier, Downs, Hoa, Davidson, Lafleurie, Bernard et Duprè.

MM. Bossier et Downs l'appuient par la nécessité du pont pour faciliter le transport des produits du sol.

M. Hoa, déclare son opposition en ce moment à tout ce qui occasionnerait de grandes dépenses à l'Etat; mais maintenant que le crédit du pont ne sera pas considérable, il accèdera à la proposition.

M. Duprè est d'opinion que les dépenses du pont devraient être à la charge des paroisses intéressées à l'avoir. Un ouvrage semblable a été fait de cette manière dans son district.

M. Labauve appuie par une autre exemple l'opinion de M. Duprè.

M. Bernard dit qu'il n'y a qu'une faible somme destinée aux améliorations intérieures et qu'il n'est pas juste que les uns en profitent au préjudice des autres. Il fait observer qu'un pont sur le Comite serait aussi très utile.

M. Davidson appuie la section et maintient que l'ouvrage est essentiel et doit être exécuté.

Après quelques autres objections de MM. Downs et Bossier, la section est adoptée et le bill passe.

M. Downs propose de prendre la discussion temporairement suspendue du bill sous considération, mais il retire sa proposition sur l'observation de M. Hoa au sujet de l'heure avancée où l'on est.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat entre en séance exécutive, après quoi il s'ajourne.

RAPPORT OFFICIEL

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

MARDI, 14 mars 1843.

Suite de la discussion sur les élections contestées.

M. Brewer croit que l'on ne s'est pas assez occupé de cette question jusqu'à ce moment. Il s'agit de savoir si les membres de la délégation d'Orléans peuvent légalement siéger comme tels. Il a examiné les témoignages, et il doit dire qu'il ne partage nullement l'opinion du comité. Le défaut d'autorisation de l'un des inspecteurs dans le premier District de la Nouvelle-Orléans, lui semble déjà une sérieuse objection. La Chambre doit procéder avec ordre dans cette enquête. Il propose que l'on s'occupe d'abord du membre qui a obtenu la plus forte majorité, si ce membre est déclaré dûment élu, on passera à celui qui a obtenu la majorité à été la plus forte après celle du premier, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'on ait passé en revue tous les membres d'Orléans. Il croit les résolutions dont le représentant de Natchitoches a donné l'idée, de nature à épargner bien de la peine à la Chambre.

M. Winchester désirerait savoir la question sur laquelle la Chambre doit se prononcer. Il lui semble que l'unique question est celle de la réception consignée dans le rapport.

M. Brewer déclare que si c'est là l'unique question, la Chambre ne saurait procéder à l'enquête.

M. Winchester dit que tout le reste de la session sera absorbé par cette affaire, si la Chambre vient à s'occuper des résolutions de M. Taylor. L'examen des témoignages prendrait seul tout un mois.

M. Brewer répond que, lallût-il siéger trois mois encore, il est du devoir de la Chambre d'amener à fin l'investigation.

L'Orateur décide que la résolution de M. Taylor n'est pas à l'ordre.

M. Winchester propose que l'on adopte d'abord la résolution du comité.

M. Boudousquié dit que la Chambre n'a nommé un comité qu'à l'effet de lui soumettre l'examen de questions dont elle ne voulait pas s'occuper elle-même.

Le comité chargé d'examiner le question des élections contestées se composait de cinq membres, dont deux démocrates. Ces membres ont choisi parmi les plus anciens de la Chambre. Le comité a évidemment apporté une attention sérieuse à ses devoirs, comme on peut s'en assurer en lisant les documens qui viennent tout à l'affaire des élections contestées et a présenté un rapport d'une unanimité.

La Chambre a permis aussitôt aux parties réclamantes de se présenter à sa barre. M. Barton a paru peu de jours après. M. Boudousquié n'a pas changé pour cela d'avis. La Chambre doit s'occuper du rapport avant de procéder à l'examen des pièces.

M. Taylor présente une résolution à l'effet de déclarer l'élection du 1er. district de la 2ème. municipalité nulle et de nul effet.

M. Boudousquié dit que la résolution n'est pas à l'ordre.

M. Bayliss a examiné l'affaire avec beaucoup de soin; mais il s'agit d'une question bien compliquée et bien difficile à résoudre à cause de la masse des témoignages. D'après les preuves soumises au comité, il est d'opinion que les membres d'Orléans ont été dûment élus, quoique les conclusions du rapport ne lui semblent pas tout-à-fait correctes. Il connaît en effet plusieurs des voix données par des personnes possédant des licences de voitures strictement légales, ou ce sont des licences appartenant aux propriétaires mêmes des voitures. Les parties réclamantes ne fondent sur des irrégularités qui auraient eu lieu dans quelques districts. Mais toutes les preuves nécessaires n'ont pas été fournies à la Chambre, et puis les parties réclamantes elles-mêmes n'ont pas encore toujours été à bri de l'erreur. Il croit que le rentrée du rapport au comité tendrait à éclaircir la question.

Quelques débats s'ensuivent sur un point de forme.

M. Wadsworth propose de renvoyer le sujet au comité.

M. Winchester espère que cette affaire ne sera pas renvoyée au comité, ou qu'elle sera au moins référée à un nouveau comité. Il a examiné attentivement tous les témoignages. Rien de nouveau la question au comité serait faire surgir de nouvelles difficultés.

M. Wadsworth dit que les parties réclamantes se plaignent de n'avoir pu présenter leurs preuves au comité.

M. Boudousquié affirme que il n'a été fait au comité aucune requête de cette nature.

L'Orateur dit qu'il se trouve placé dans une position assez embarrassante; surtout s'il est appelé à décider la question de savoir si les membres d'Orléans ont le droit de voter. Il croit que la proposition du membre de Rapides mérite d'être prise en considération.

Les débats se prolongent sur le point de forme.

M. Winchester propose de déposer sur le bureau la motion de renvoi.

M. Brewer s'oppose à ce que les membres d'Orléans soient admis à voter.

M. Bossier dit que les membres d'Orléans ont été déclarés dûment élus par les juges d'élection. Il désirerait qu'on lui dise quelle loi a guidé de laquelle on prétend exclure les membres d'Orléans de leur droit de représentation. Il est étonné de ne pas avoir entendu les parties réclamantes. Il ne voit pas pourquoi on ne les a pas entendues. Il propose que l'on s'occupe d'abord du membre qui a obtenu la plus forte majorité, et ce jusqu'à ce que l'on ait passé en revue tous les membres d'Orléans.

M. Winchester désirerait savoir la question sur laquelle la Chambre doit se prononcer. Il lui semble que l'unique question est celle de la réception consignée dans le rapport.

M. Brewer s'oppose à ce que les membres d'Orléans soient admis à voter.

M. Bossier dit que les membres d'Orléans ont été déclarés dûment élus par les juges d'élection. Il désirerait qu'on lui dise quelle loi a guidé de laquelle on prétend exclure les membres d'Orléans de leur droit de représentation. Il est étonné de ne pas avoir entendu les parties réclamantes. Il ne voit pas pourquoi on ne les a pas entendues. Il propose que l'on s'occupe d'abord du membre qui a obtenu la plus forte majorité, et ce jusqu'à ce que l'on ait passé en revue tous les membres d'Orléans.

L'Orateur ne pense pas que les membres d'Orléans directement intéressés à la question.

M. Brewer soutient au contraire qu'ils le sont.

M. Bradbear soutient que la délégation d'Orléans a le droit de voter sur la question.

M. Wadsworth considère que les membres d'Orléans n'ont pas le droit de voter.

M. Hunt donne un coup-d'œil général sur les débats qui ont eu lieu au commencement de la session. Il montre la délégation d'Orléans votant sur la question de savoir si l'on référerait à un comité l'affaire des élections contestées et maintenant on lui conteste son vote, sur une question absolument semblable.

L'Orateur décide que les membres d'Orléans n'ont pas le droit de voter.

M. Hunt en appelle de la décision de l'Orateur.

Au milieu des débats.

La Chambre s'ajourne à demain, 10 heures.

MERCREDI 15 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement: l'appel nominal constate la présence de 33 membres.

Un congé de quelques jours est accordé à M. Bordelon.

Sur motion de M. Bayliss, la Chambre s'occupe des amendemens proposés par le Sénat au bill qui a pour but d'augmenter les revenus de l'Etat.

M. Hunt propose divers amendemens à la 10me section, à l'effet de fixer les salaires de certains fonctionnaires publics.

M. Ogden combat cette partie de la section qui n'accorde que $2,000 aux juges de district. Ce salaire n'est pas assez élevé; il n'est que la fin de $2,500. Quant aux juges de la Nouvelle-Orléans, un salaire de $3,000 ne leur suffit pas. Il n'y a pas là de quoi entretenir sa famille. Quatre mille ou quatre mille cinq cents piastres seraient un salaire convenable. On peut établir une taxe sur les jugements, qui produirait à son magistrat un honnêté revenu, sans ajouter au fardeau de l'Etat.

M. Winchester demanders la division de la question, quand la Chambre s'occupera des salaires des juges.

Les divers amendemens sont alors pris séparément en considération. Le salaire de l'adjudant-général est fixé à $1,500; celui du juge de la Cour de Cité de la Nouvelle Orléans, à $5,500; celui du juge de la Cour des Preuves de la paroisse d'Orléans, à $3,500, celui du greffier de la Cour criminelle du 1er district, à $1,500.

M. Winchester s'oppose à la grande réduction que l'on voudrait faire subir au salaire de l'auditeur des comptes à l'encan. Il propose de le fixer à $3,500. Les fonctions d'auditeur sont des plus importantes. Le fonctionnaire actuel a rempli ses devoirs avec fidélité, et a versé annuellement dans le trésor une somme d'environ $30,000.

M. Hunt croit que l'on a beaucoup exagéré l'importance de cette place et les travaux qu'elle occasionne. Les devoirs de l'auditeur ne consistent qu'à comparer les recomp des encanteurs avec les comptes qu'il leur fait lui-même, et de voir s'ils coïncident. C'est le travail de quelques minutes. Tout le reste est purement machinal. Il propose de fixer le salaire à $2,000.

M. Bossier fait observer que les devoirs de l'auditeur des ventes à l'encan empêchent ce dernier de se livrer à aucun autre genre d'affaire. Le salaire de l'auditeur est fixé à $1,500.

Le salaire du médecin de la geole de paroisse de la Nouvelle Orléans est à la fin fixé à $600.

M. Winchester propose de fixer le salaire des juges de la Cour de District de la compagnie à $9,500. M. Taylor appuie cette proposition; on ne pourra jamais avoir, dit-il, des juges capables si on ne leur accorde une rétribution équitable. M. Ratliff désirerait pouvoir aller à vis de précipiteux. Les fonctions de juge exigent beaucoup de savoir et de connaissances légales, et une rétribution qui ne serait pas proportionnée à l'importance de la place, empêcherait les hommes capables de se présenter.

M. Ogden propose un amendement à l'effet de fixer à $6,000 par an le salaire des juges de district qui seront appelés à présider la Cour d'Appel en matière criminelle.

M. Winchester s'oppose à l'amendement.

M. Brewer soutient l'amendement. Il croit que l'on pourrait réduire le nombre des juges de district. Au surplus il est facile de trouver des juges capables, qui accepteraient un salaire de $6,000.

L'amendement de M. Ogden est déposé sur le bureau.

La motion de M. Winchester étant mise aux voix, est adoptée par 36 contre 13.

Le salaire de l'avocat du district du premier district est fixé à $1800, celui des avocats de chacun des autres districts à $600, celui des avocats de l'Etat pour les paroisses d'Ile-Bâton-Rouge, d'Est et d'Ouest-Feliciana, à $200.

Sur motion, le bill est déposé sur le bureau sujet à l'appel de la Chambre.

M. Benjamin introduit un bill pour fixer le salaire du juge de district et de commissaire de la Nouvelle-Orléans. M. Benjamin fait des reproches de la conduite de la Cour de Commerce, les Cours de Première et de District étaient surchargées de Cour d'affaires qu'elles ne pouvaient pas vuider. Il demande pardon des délais qui équivalaient à un déni de justice.

La Cour de Commerce a déchargé les deux autres d'une partie de leur fardeau. Cette Cour a jugé en trois ans 5,000 affaires. A l'effet de remédier aux désordres qui existent dans l'administration de la justice sur les jugemens une taxe qui variera de 25 à 50 piastres sur les jugemens une taxe qui variera de 25 à 50 piastres sur les jugemens une taxe qui variera de 25 à 50 piastres. Le bill a pour but de rétablir l'harmonie parmi les différentes juridictions, d'arrêter le désordre qui existe dans l'administration de la justice, de ranger à main-tenir l'ordre, et de mettre un terme à la confusion